

lui plus qu'il ne confère à ses députés qui conséquemment sont responsables à leur constituant. *Vide plura ibidem.*

CHAPITRE VII.

Du pouvoir de la Chambre d'Assemblée en certains cas.

Russ. coll.
217. vol. 1.

LA Chambre des Communes est la Chambre où se font les informations et les représentations mais non pas les jugements définitifs.

Trials of
regicides p.
59.

La Chambre des Communes est un corps important de grands jurés qui rapporte un bon *Billa vera*. Leurs ordres sont des *records*. Ce qui est évident par les termes du Statut de la 6me année d'Henry VIII. c. 16. qui enjoit que la licence sera entrée de *record* dans le registre du Greffier du Parlement nommé ou qui sera nommé pour la Chambre des Communes, &c. (discours de Sir Audley Mervyn au Duc Dormond du 13 Février 1662, contenant le sommaire des affaires d'Irlande page 17) et plus directement dans leur point sur la poursuite du *regicide* Harrison où Mr. Jessop, Greffier de la Chambre, fut produit pour attester plusieurs

plusieurs ordres de la Chambre des Communes.

Remarquez que le même Statut de la 6me année d'Henry VIII. c. 16. dit qu'aucun Membre ne doit laisser le Parlement, ni s'absenter, sans la permission de l'Orateur et des Communes assemblées en Parlement qui sera entrée de *record* dans le registre du Greffier du Parlement.

Russ. Stat.
p. 459.
4. Inst. 23.
Hales of
Parl. 213.
215.

Cependant quelques juges ont été d'opinion que les journaux de la Chambre des Communes n'étoient pas des *records* mais seulement des *memorandum*.

Hob. rep.
110. 111.

Avant l'année 1550. dans la 3me. du règne d'Edouard VI. il paroît que les fils aînés des Pairs ne pouvoient pas être Membres de la Chambre des Communes. Sir Francis Russel étant devenu par la mort de son frere aîné, l'héritier présomptif du Lord Russel, il fut décidé à la suite d'un débat, le 21e. Janvier, qu'il garderoit sa place dans la Chambre comme auparavant; mais ce fut par un ordre spécial qui fut entré sur le journal de la Chambre des Communes, et c'est le premier journal qui ait jamais été tenu dans cette Chambre.

Bur. hist.
ref. vol. 2.
p. 143.

Dans la 1ere. année du règne de Charles I. en 1625, il fut résolu, que la Commune renommée est un motif suffisant à la Chambre pour procéder par enquête ou

Russ. ibi

porter plainte au Roi ou aux Lords (si elle trouve cause suffisante)

Selden's
Judic. p.
29. vid. id.
88.
Le 26e. Janvier, dans la 28me année d'Henry VI. les Communes demanderent que le Duc de Suffolke fut mis sous garde d'autant que le bruit public étoit &c. Les Lords, ayant pris l'opinion des juges, furent d'avis que ce n'étoit pas une cause suffisante d'arrestation, et qu'il falloit alleguer quelque matiere spéciale contre lui.

Pettyt's
miscell.
pref. &c.
p. 5.
Il est certain et on ne peut nier que dans les temps les plus reculés le peuple, ou les hommes libres avoient une grande part dans le conseil public, ou le Gouvernement. Car Dion Cassius (ou Xiphiline après lui) du tems de Severus, nous assure, *apud hos (id est Britannos) populus magna ex parte principatum tenet.*

id. 47.
48.
Il n'étoit pas au pouvoir de tous les tenants *in capite* en Angleterre, quoiqu'avec le consentement du Roi, d'engager et obliger les autres, ou de faire ou changer une loi, *sine assensu communis regni* qui eut, *votum consultivum et decisivum* de faire un Acte d'autorité ou de juridiction pour consentir aux loix spirituelles et temporelles, ce qui paroit, par exemple, dans leur déclaration et protestation faites à Edouard III. en Parlement, dont la conclusion est qu'ils ne

ne seroient pas tenus par aucun statut ou ordonnance faits sans leur consentement.

Dans un manuscrit de Monfr. Rymer qui a pour titre *an inquiry into the antient method of passing bills in Parliament*, je trouve que ç'a été l'usage constant des Communes du temps d'Edouard III. de faire répondre leurs pétitions et leurs bills, c'est-à-dire de faire remédier à leurs griefs, avant d'accorder leurs aides et subsides.

Mais remarquez que l'on procédoit souvent sur ces matieres *pari passu*; et que quelquefois les Communes accordoient des aides sous la condition expresse que le Roi octroieroit les pétitions qui lui étoient exhibées.

Dans la 47me d'Edouard III. il fut requis que l'on s'occupât premier lieu des subsides ou aides, ce que je ne me rappelle pas, dit mon auteur, avoir été fait dans aucun autre Parlement que celui tenu dans la 7me. année du règne de Richard II. et il remarque que la 2me. année du même règne les Communes demanderent comme une chose de droit de ne pas accorder de subsides qu'à la fin du Parlement.

Il n'est pas d'usage de donner subsides sur subsides. Un Membre fut puni dans la 18me année du règne d'Henry III. pour avoir sollicité un surcroit de subsides, après

M. S. P.
nes W. Bo-
hun. p. 5.
6.
Vide annis
Edw. 3. 14
15. 16. 20.
21. 22. 36.
33. &c.

ib. p. 7.

Ruh. vol.
1. p. 190.

près qu'ils avoient été accordés dans le même Parlement.

Voy. Cot.
record's
p. 17. 198.

Et remarquez que si on propoisoit en Parlement un nouveau projet de lever des subsides supplétoires, les Communes répondoient ordinairement qu'elles n'avoient pas d'instructions à ce sujet de leurs constituans ou qu'elles n'osoient pas consentir à une semblable taxe, &c. sans en conférer avec eux.

Rush. Col.
690.

Un membre du Parlement peut accuser un Officier de l'Etat, de quelque rang qu'il soit, d'une offense spéciale quelconque.

4. Inst.
84.

Si un Lord spirituel ou temporel du Parlement a commis quelqu'oppression, corruption, extortion ou chose semblable, la Chambre des Communes, comme étant la grande inquisition du Royaume qui vient de toutes ses parties, peut s'en enquerir, et si elle trouve, par le vote de la Chambre, que l'accusation est fondée, elle la transmet aux Lords avec les témoins et les preuves.

Petty's
Miscel.
parl. 64.

Dans la 1^{re} année du règne de Jacques I. l'an 1603. les Communes se plaignirent aux Lords de la publication d'un livre par l'Evêque de *Bristol*, tendant à semer la division et la discorde et à blâmer et deshonorar les deux Chambres, et il fit la rétractation suivante.

1. Qu'il avoit tort.

2. Qu'il en étoit fâché.
3. Que si c'étoit à recommencer qu'il ne le feroit pas.
4. Que c'étoit par ignorance et non par malice qu'il l'avoit fait.

En 1600. la 7^{me}. année de Jacques I. *D. Cowel* fit un livre pernicieux, dans lequel il soutenoit des assertions tendantes à détruire les Parlements et les Loix fondamentales du royaume ainsi que son gouvernement, les Communes s'en plainquirent aux Lords qui déterminèrent de censurer ses erreurs et sa hardiesse, et ensuite le livre fut brûlé par proclamation.

Vide Rush.
Hist. col. 4.
car.

Voyez le cas du Dr. *Manwarring*. *Rush. Col.* et *Nelson*. Voyez aussi *Petyt's Miscel. Part. 74.* et encore le cas du Dr. *Montague* dans *Rushworth, Nelson*, et *Petyt's Miscel. Part. 82.*

Remarquez le cas du Dr. *Burnet*, Evêque de *Salisbury* qui pour avoir écrit un livre intitulé, "le Roi Guillaume & la Reine Marie conquérants," fut censuré en Parlement, et, je crois, à la requisition des Communes et perdit sa place de précepteur du Duc de *Gloucester*. Remarquez aussi que la préface de l'Evêque *Fleetwood* fut censurée et brûlée par ordre de la Chambre des Communes, et vous verrez dans *Nelson col. p. 9 & 43.* que les Lords envoyèrent à la Tour dix Evêques d'une seule fois.

Petyt's misf. 4. *Junii*, 19. Jacques les Communes
 parl. 120. enveroyent prisonnier à la tour pour un
 mois, pour être ensuite déchargé en payant
 ses frais, *Randolph Davenport* Ecuier, pour
 avoir mal informé la Chambre d'une cause
 où il avoit été entendu comme témoin.

id. 160. La 19e. année de Jacques I. il fut ordonné
 par la Chambre des Communes du Parlement
que le Sergent d'armes de la Chambre prendroit au corps John Churchill
un des députés Greffiers de la Chancellerie
leg arderoit soigneusement et l'ameneroit devant
cette Chambre le Lundi suivant à huit heures
du matin, et qu'il ne le laisseroit parler à qui
que ce fut qu'en sa présence.

Vide adhoc Rusli. Collect. passim. Vide Nalson's
2. Volumes. Vide Selden's Juridicature, &c.
Vide Sir Rob. Atkyn's argument, &c.
Vide Petyt's preface to Mij. parliamentaria.

4. Inst. 23. Vide Sir d'Ewes jour. 182. *Thomas Long* donna au Mair de *Westbury*
 quatre louis pour être élu bourgeois. Cette
 affaire fut examinée et jugée dans la Chambre
 des Communes, *secundum legem et consuetudinem*
parliamenti; le Mair fut amendé et emprisonné
 et *Mr. Long* fut déplacé, c'est-à-dire chassé de
 la Chambre, car cette corruption empoisonnoit
 la fontaine même.

Voyez les différents ordres et résolutions des
 Communes contre la séduction et corruption dans
 les

les élections des Membres, &c. dans la collection
 des débats par *Bohun, &c.* p. 28. 55. 275.
 281. 340. &c. et en particulier le *Journal*
des Communes pour 1701, savoir les 6, 7, 13,
17, 18, 20, & 30 Mars, & 29 Avril.

Arthur Hall, un Membre de la Chambre
 des Communes, pour avoir publié et découvert
 les conférences de la Chambre, et pour avoir
 écrit un livre au désavantage de la Chambre
 fut après dû examen, *secundum legem & consuetudinem*
Parliamenti, condamné par la Chambre des
 Communes à être emprisonné l'espace de six
 mois à la tour, à payer une amende de cinq
 cents marcs et chassé de la Chambre.

23 Apr. 1. *Marise*, *Muelon* frappa *Wm. Johnson*,
 un bourgeois de B. dont l'élection étoit
 duement filée en Chancellerie. Sur quoi
 après dû enquête, il fut résolu que, *secundum legem et consuetudinem*
parliamenti, toute personne doit, à ses
 risques et péril, savoir quels sont les
 Membres de cette Chambre, en conséquence
 elle condamna *Munton* à la tour.

Les injures faites aux Membres et à leurs
 domestiques, pendant la Session, ont ordinairement
 été punies par la Chambre, quand on s'en
 est plaint.

Le 29 Février, 1575, un nommé *Williams*
 pour avoir assailli un bourgeois de la
 Chambre fut envoyé quérir par le Ser-
 gent

ib. Vid. Sir
 d'Ewes Jour. 212.
 Post. 89.
 &c.

Post 87.

ib. Appellé
 Marington par
 Scobel 113.

Scobel 113.
 ib.

Voyez Sir
 d'Ewes Journal,
 251. 1col.
 2.

gent et amené à la barre et commis à la garde du Sergent.

ib. Le 28 Nov. 1601, Mr. *Fleetwood*, membre de la Chambre, s'étant plaint qu'un nommé *Holland* écrivain, et son domestique *Brooks* avoient frappé et maltraité le domestique de lui Mr. *Fleetwood* en sa présence, il fut ordonné au Sergent de les aller quérir et de les amener à la barre, et ils furent pour cette offense commis à la garde du Sergent pour cinq jours.

Le 12 Février, la 18^{me} année de Jacques I. Mr. *Lovel*, membre de la Chambre, l'informa qu'un nommé *Darryel* l'avoit menacé qu'il seroit envoyé à la tour pendant le parlement, ou après, pour le discours qu'il avoit tenu dans la Chambre, le Sergent fut le prendre pour répondre à la Chambre, et sur due preuve il fut mis sous la garde du Sergent jusqu'au jeudi suivant pour alors reconnoître sa faute ou être envoyé à la tour.

ib. Le 16 Juin, 1604, y ayant une plainte faite contre un certain *Thomas Rogers*, corroyeur demeurant dans *Coleman street*, pour avoir injurié Sir *John Savil*, dans des termes calomnieux et incidents, pour ses procédés dans un comité sur le bill concernant les *tanneurs*, le Sergent d'armes fut le chercher et l'amena à la barre pour répondre à cette offense.

Sir

Sir *William Aston*, Sheriff de Londres, étant examiné devant le Comité concernant quelques matieres d'usage, et ne répondant pas aussi clairement qu'il le devoit et que la Chambre concevoit qu'il auroit dû le faire fut emprisonné à la tour de Londres. Il fut alors question dans la Chambre de savoir si la Chambre avoit en aucun tems auparavant envoyé en prison un Sheriff de Londres, à quoi Mr. *Selden* répondit, qu'il ne pouvoit pas se rappeler un exemple d'un Sheriff de Londres envoyé en prison, mais qu'il se ressouvenoit très bien d'un cas où les deux Sheriffs de Londres furent confinés dans la tour et il le cita.

Il fut ordonné d'amener devant le comité un certain *Trussell* détenu prisonnier dans un des *Compters* à Londres avec son gardien, avec précaution de crainte d'une évafion dans l'exécution de cet ordre.

Remarquez le cas de Mr. *Wm. Montague* qui, quoique détenu prisonnier, fut cependant élu Bourgeois pour *Stockbridge* et libéré de son emprisonnement par la Chambre. Voyez la 'collection des débats par *Bohun* depuis page 275 jusqu'à 281 où sont cités au long les différents cas de cette espece.

Le 4 Novembre 1640, sur un rapport du comité des privilèges qu'il y avoit plusieurs

Rush. csl.
636. vid.
Petyt's misf.
parl. 108.
Acon's case

Town.
col. 20.
V. Sir Sim.
d'Ewes
Journ. 438
col. 1.

Scobel 16.

plusieurs *Indentures* de filées pour des Bourgeois pour le Bourg de *Bosfinny* dans le Comté de *Cornwal*, une par le Mair de la ville, l'autre confusément, le Comité fut d'opinion, en voyant simplement l'indenture que le rapport fait par le Mair en faveur de Sir *Charles Harbord* étoit suffisant, mais la Chambre déclara qu'il ne siégeroit pas jusqu'à ce qu'on eut décidé de la validité de son élection.

Voyez ci-après ch. 12. et 13.

Town. col. 97.

Dans la 44e. année d'*Elisabeth* l'an 1601, la pratique étoit que si la Chambre désiroit voir un *record* l'orateur devoit envoyer un *Warrant* au Lord *keeper* pour émaner un *certiorari* afin d'avoir le *record* devant la Chambre.

En Décembre, 1641, ordonné que Monsieur l'Orateur écrive au Mair de *Berwick* pour lui enjoindre de requérir les papistes et autres personnes suspectes y résidant ou qui y viennent constamment, de sortir de la ville, et de faire prêter les sermens de suprémacie et de fidélité à ceux qui refuseront, et de procéder contre eux conformément à la loi, de mettre des gardes à toutes les portes de la ville et de tenir les armes de la place toutes prêtes, et d'en écrire autant au Mair de *Newcastle* et de *Hull*.

Rush. col. 358.

Les Communes ayant deux de leurs Membres emprisonnés dont le Roi avoit pris sur lui la connoissance de l'offense, résolurent de ne procéder à aucune affaire

faire jusqu'à ce qu'on les eut libérés. Voyez *Nalson* depuis page 3 jusqu'à 21.

En Décembre, 1641, Mr. *Long* un Juge à paix fut envoyé à la Tour pour avoir mis une garde, sans le consentement du Parlement. *Nalson* 738

Un Chevalier, Citoyen ou Bourgeois de la Chambre des Communes ne peut en aucune manière faire un *Proxy* parcequ'il est élu et chargé par un nombre infini de personnes. *Inf.* 12.

Si les Communes accusent un de leurs membres de quelque délit, il doit répondre dans le même état de liberté ou de contrainte dans lequel il est lorsque les Communes s'en plaignent. *Selden's Jud.* 101.

Sir *Francis Mitchel* et Sir *John Bennet* furent emprisonnés tous deux par ordre des Communes avant que leur plainte fut portée devant les Lords, ensuite qu'ils répondirent comme prisonniers; mais on peut en quelque façon appeler cela *judicium parium suorum*. *Seld. Jud. ib.*

Si les Communes accusent publiquement quelqu'un, elles sont *in loco proprio* & il n'y a pas besoin alors de Jurés, mais les témoins doivent être examinés en leur présence ou on doit leur fournir des copies de leurs dépositions, et le jugement ne doit pas être prononcé jusqu'à ce que les Communes le demandent. *ib. 124. ante.*

La présence des Communes est nécessaire *ib. 158. ante 56.*

faire lors de la défense de la partie et du Jugement dans les affaires capitales. Voici une des raisons pour la sanction du Roi & la présence des Communes lors de ces jugements; c'est que le Roi aussi bien que les Communes doivent être satisfaits de la cause de la mort du sujet; en conséquence toutes les poursuites qui concernent la vie et la mort doivent être publiquement faites en pleine Cour. Et comment pourroit on dire en plein Parlement si les Communes, un des États, n'y étoient pas?

ib. 159. Quoique les Communes ne soient pas présentes lorsque les Lords considèrent les défenses des délinquants et les preuves, et qu'ils conviennent de leur jugement, cependant les Communes lorsqu'elles sont de retour dans leur propre Chambre considèrent entre elles si les procédures sont légales, & elles peuvent revenir ensuite faire leurs représentations à cet égard et demander que la cause soit entendue de nouveau, comme elles firent lors du jugement du Duc de Clarence la 18^{me} année d'Edouard III.

ib. 160. ante 58. Quant aux jugements pour des délits moins graves, la présence des Communes n'est pas nécessaire, à moins qu'elles n'accusent un délinquant *prout 50 Ed. III.* et alors elles sont présentes à toutes

les

les réponses des accusés et doivent demander jugement.

Lorsque les Lords trouverent juste un des chefs de la plainte des Communes contre *William Ellis*, à l'égard des torts faits à certains marchands *Ecoffois*, les Communes demandèrent que l'on fit une enquête générale des autres chefs de leur plainte & les Lords l'accorderent.

Lorsque le Lord *Nevil* fit sa défense, les Communes demandèrent qu'un nommé *Richard Love* fut entendu pour prouver ce que le dit Lord nioit, et elles sortirent, mais il resta deux Membres qui entendant sa déposition, dirent aux Lords que le dit *Richard* avoit fait une toute autre déposition la veille devant les Communes, ce que le dit *Richard* nia, alors les Communes revinrent et ayant constaté le fait, le dit *Richard* l'avoua, et il fut emprisonné à leur requisition.

La 10^{me} année du regne de *Richard II.* lorsque les Communes eurent accusé le Lord Chancelier, elles furent présentes à ses réponses et elles repliquèrent autant de fois, lui objectèrent le serment qu'il avoit prêté, demandèrent qu'il fut emprisonné, et il le fut avant jugement.

Si les Communes ne font que se plaindre sans accuser la partie par écrit, ou verbalement en pleine Chambre, & sans demander que la poursuite se fasse en leur

ib.

id. 163.

ib.

vid. post. 80.

ib.

leur présence, alors c'est à l'option des Lords de décider si les Communes seront présentes ou non.

Nelson 588

L'émanation des *quo warranto* de la Cour du Banc du Roi, de celle de l'Echiquier ou de toute autre Cour contre les bourgs qui anciennement ou récemment envoient des Bourgeois en Parlement, pour montrer cause, pourquoi ils envoient des Bourgeois en Parlement, ainsi que toutes les procédures sur iceux, sont *coram non Judge, illegales et nulles*; le droit d'envoyer des Bourgeois en Parlement ne peut être agité qu'en Parlement; les moteurs, les fauteurs et les juges de ces *quo warranto* & des procédés sur iceux sont punissables ainsi que le Parlement le croira conforme à la loi & à la justice.

Remarque.

Voyez Bo-
hun's Inst.
legalis 186.
190. &c.

Observez que la pratique & les procédés sur les *quo warranto*, les *mandamus* et autres *writs* privilégiés ont été inventés par les juges pour soumettre à la juridiction de la Cour du Banc du Roi les droits et privilèges des Bourgs et des corporations ainsi que ceux du peuple.

Selden's
Judicature
118.

Quand les chefs d'accusation contre les délinquants sont *ex parte Domini regis*, alors les Communes ne peuvent ni répliquer ni demander jugement, car la poursuite est celle du Roi et non la leur.

Dans Dyer 60 & 61. à l'occasion de l'affaire

l'affaire de *Trewinnard*, le privilège des Communes, est appelé *le privilège du Parlement*. Et il y est dit que le jugement rendu dans cette affaire par la Chambre des Communes *est le jugement de la très grande Cour du Parlement*, L'argument de Sir Robert Atkyn, 35. prouve qu'ils ne sont pas sans un pouvoir judiciaire.

id. 29.

Le Roi ne peut prendre connoissance que par la Chambre de ce qui se fait dans la Chambre des Communes ou de ce qui lui est déferé; c'est une des loix et coutumes du Parlement.

id. 53.

Dans la 31me année du règne d'Henry VI. lorsque les Communes requerront le Roi et les Lords de leur rendre leur Orateur, &c. les Juges, auxquels on avoit demandé avis, répondirent, après mure délibération, *qu'il n'étoit pas de leur ressort de juger le Parlement, qui pouvoit juger la Loi*.

id. 55.
Voyez ce
cas rappor-
té au long
dans Bo-
hun's dé-
bates in
parliam.
p. 176, &c.

Juger la Loi, veut dire, que le Parlement peut juger si la Loi est bonne ou non, afin de l'approuver ou de la refaire, ou de l'abréger.

ibid.

En 1621, la Chambre des Communes protesta contre tout ce qui seroit dit ou fait sur d'autres *impeachments* que ceux faits dans leur Chambre.

id. 58.

Il fut dit par Mr. le Juge Crook, *qu'un Membre du Parlement ne peut être obligé*

Russ. col.
V. 1. f. 663

K

de

Voyez Sir
R. Atkyn's
argument
per totum.

de répondre hors du Parlement pour ce qu'il a fait en Parlement, suivant l'usage parlementaire. Si la chose a été faite suivant l'usage parlementaire, quelle raison peut-il y avoir d'en répondre ? qui décidera si c'est suivant l'usage parlementaire, si ce n'est le parlement ? ce ne seront pas les Juges de la loi commune, car l'usage parlementaire diffère des règles de la loi commune.

Sir Sim.
d'Ewes
Journ. 347.
col. 2.

Ordonné en 1584, la 27^e année d'Elizabeth, que le *Sergent d'armes de la Chambre se rende à la barre des plaidoyers communs et somme le Recorder*, qui y plaide, de se rendre immédiatement à la Chambre.

Cotton's
rec. 74. et
316.

Voyez et remarquez le cas du Juge *Thorp* qui fut condamné à mort la 25^e année d'Edouard III. et dont tous les biens, meubles et immeubles furent confisqués pour corruption, en recevant £20 d'une personne qui avoit une cause pendante devant lui.

Remarquez que lors du parlement de la 11^{me} année de *Richard II.* appelé communément le *parlement extraordinaire pour l'ouvrage* tous les Juges siégeant à *Westminster Hall* furent arrêtés par ordre du Parlement. La même chose eut lieu encore à l'égard de plusieurs Juges dans la convention parlementaire lors de la révolution, Mais furent-ils arrêtés par les

les Lords et les Communes, ou par les Communes seulement ?

Voyez encore dans le journal de la Chambre des Communes de l'an 1680, les différents ordres et résolutions contre plusieurs Juges et autres pour avoir encouragé des supplices tendantes à empêcher la convocation et la tenue de ce Parlement.

Remarquez y les résolutions suivantes du 30^e. Décembre.

La 1^{re}. que l'on produise devant cette Chambre les différents écrits, papiers et procédés à l'égard de certains membres du ci-devant long Parlement de pensionnaires, qui recevoient des gratifications sur l'argent destiné à des services secrets.

La 2^{de}. (*nemine contradicente*) qu'aucun Membre ne recevra d'office ou de place lucrative de la Couronne, sans l'approbation de la Chambre, pas même la promesse de semblable office ou place pendant qu'il sera ou continuera d'être Membre de cette Chambre.

La 3^{me} que quiconque contreviendra à ces résolutions sera expulsé de la Chambre.

Voyez y encore le rapport et la censure des procédés de plusieurs des Juges de *Westminster Hall*, comme de *Sir Francis North*, de *Sir W. Scroggs*, du Juge *Jones*, du Baron *Weston* et les résolutions

tions suivantes que la Chambre adopta en conséquence.

La 1^{re}. que la décharge des grands Jurés de la centurie d'*Osfulton* dans le Comté de *Middlesex* par la Cour du Banc du Roi pendant le terme de la Trinité, avant le dernier jour du terme et avant qu'ils eussent fini leurs représentations, étoit arbitraire et illégale, destructive de la justice publique, une violation manifeste du serment des juges de cette Cour et un moyen de renverser les loix fondamentales du Royaume et d'introduire le Papiste.

La 2^{me} que la règle donnée par la Cour du Banc du Roi dans le dernier terme de la trinité contre l'impression d'un livre nommé *le paquet hebdomadaire des avis de Rome*, est arbitraire et illégale; en ce que les Juges usurpent le pouvoir Législatif au grand découragement des protestants et au soutien du papiste.

La 3^{me}. que la Cour du Banc du Roi en imposant des amendes sur les délinquants, a depuis quelques années agi arbitrairement, illégalement et partialement, en favorisant les papistes et les personnes imbues du papiste, et en opprimant excessivement les sujets protestants de sa Majesté.

La 4^{me} que le refus de cautions suffisantes

santes dans ces cas où les personnes arrêtées pouvoient en loi être reçues à cautions, étoit illégal et une haute infraction des libertés du sujet.

La 5^{me}. que les expressions du discours du Baron *Weston* aux grands jurés étoient scandaleuses à la religion réformée et tendoient à semer la discorde entre sa Majesté et ses sujets, et à bouleverser l'ancienne constitution des Parlements et du gouvernement de ce Royaume.

La 6^{me} que le *warrant* mentionné dans le rapport (c'est-à-dire pour l'emprisonnement d'*Harry Carrs*.) étoit arbitraire et illégale.

Et ensuite sont les résolutions pour l'impeachment des Juges susdits et les griefs contre *Scroggs*, &c. et Voyez au-
ssi ib. le
3. Janv.

Resolu le 4. Janvier, 1680. (*nemine contradicente*) que les Membres de cette Chambre qui, dans le moment actuel d'un danger éminent, s'absenteront sans congé de la Chambre, seront censés déserter la confiance publique et leurs devoirs envers cette Chambre et leur pays.

La 27^{me} année d'*Elizabeth* l'an 1584, *John Bland*, corroyeur, fut amené à la barre pour reflexions deshonorantes sur la Chambre des Communes, et absous après sa soumission, en payant vingt chellins d'honoraire au Sergent et prêtant le serment de suprémacie.

La

id. 368.
col. 1. La même année, il fut émané un *warrant* pour un *writ* de privilège aux fins de libérer *John Pepler*, domestique de *Sir Philip Sidney*, Membre de la Chambre, détenu pour dette dans le *Compter* à Londres.

id. 397.
col. 1. En 1586, les 28^{me} et 29^{me} années d'*Elizabeth*, il fut résolu par toute la Chambre que la discussion et solution des difficultés à l'égard des élections n'appartenoient qu'à la Chambre; que quoique le Lord Chancelier et les Juges fussent compétents dans leurs Cours, cependant ils n'étoient pas Juges en Parlement.

id. 451.
col. 1. En 1588, dans la 31^{me} année d'*Elizabeth*, *Thomas Drury*, fut commis à la garde du Sergent, amené à la barre et déchargé en payant les frais, pour avoir mal parlé des procédés de la Chambre.

ib. 283.
col. 1. En 1580, dans la 23^e. année d'*Elizabeth*, un Membre de la Chambre se trouva *indicté* pour félonie, il fut décidé qu'il devoit rester membre de la Chambre jusqu'à conviction, car tout homme innocent peut-être accusé, et ensuite *indicté* pour félonie ou semblable crime.

Petyt's
misc. parl.
16. 18. En 1575, dans la 18^e. année d'*Elizabeth*, il fut décidé par la Chambre sur une question qu'*Edward Smalley*, étoit coupable de mépris pour en avoir imposé à la Chambre en se faisant arrêter frauduleusement pour dette et se faisant ensuite volontairement

volontairement libéré de l'emprisonnement et de la dette. Et *Mathew Kirtleton*, fut trouvé complice du dit *Smalley*, en conséquence ils furent envoyés tous deux à la tour, le dit *Smalley* condamné à y rester un mois et jusqu'à ce qu'il eut donné des sûretés pour le paiement de cent louis au créancier et de quarante chellins d'honoraire au Sergent.

La 4^{me}. année d'*Edouard VI*. *Cricketoft* fut emprisonné à la Tour et ensuite déchargé en payant les frais pour avoir comploté l'évasion d'un certain *Floyl*. id. 96.

La 1^{ere} année de *Jacques I*. *Bryan Tash* un des gardes de sa Majesté fut amené à la barre de la Chambre pour avoir refusé l'entrée de l'antichambre de la Chambre haute à plusieurs Membres des Communes, et en conséquence de sa soumission et de l'aveu de sa faute il fut renvoyé en payant les émoluments ordinaires au Greffier et au Sergent. id. 98.

La 20^e. année de *Jacques I*. le Dr. *Harris* pour s'être mal comporté tant en prêchant qu'autrement à l'égard de l'élection des Membres du Parlement, fut appelé à la barre comme délinquant et conseillé d'y avouer sa faute ainsi que dans le comté et dans la chaire de son Eglise paroissiale. id. 104.

La 3^{me} année de *Charles I*. un messager fut envoyé quérir, Mr. *Burges* un ministre id. 105.

ministre, lequel fut emprisonné à la Tour pour avoir abusé de son ministère en ca-
téchisant, &c et ensuite libéré sur son
humble soumission.

id. 105. Durant le même Parlement, Sir *William Wray*, Messieurs *Langton*, *John Trelawny* et *Edward Trelawny*, députés Lieutenants de *Cornwall* pour s'être arrogé le pouvoir de faire des Chevaliers du Comté, en diffamant ceux qui étoient pour être élus, en faisant marcher la milice et en menaçant le Comté, &c, furent envoyés les uns à la tour, les autres à la garde du Sergent jusqu'à ce qu'ils eussent fait leur soumission et avoué dans la Chambre et dans le Comté.

id. 106. Pendant le même Parlement un nommé *Levet* fut envoyé quérir par le Sergent d'armes, pour avoir pendant la prorogation fait valoir une patente, qui avoit été jugée abusive par la Chambre durant la dernière Session.

Quant aux pouvoirs exercés par la Chambre des Communes en 1640, pour restreindre les excès de la *jurisdiction épiscopale* et remédier aux autres abus *Ecclésiastiques*, voyez la traduction de *Rapin* par *Mr. Tendal*, vol. 2. p. 361, 363, &c.

Chapitre

CHAPITRE VIII.

Du pouvoir de la Chambre des Communes sur ses propres Membres.

QUOIQUE ce soit un privilège incontestable à cette Chambre de parler et de débattre librement; cependant tout ce qui s'y dit est sujet à la censure de la Chambre; et quand il y a des raisons, ces fortes d'offenses sont sévèrement punies, en appelant la personne à la barre pour demander excuse, en l'envoyant à la Tour, qui est la prison où les Communes envoient ordinairement les délinquants, en l'expulsant de la Chambre, le déclarant incapable d'être Membre pendant ce Parlement là & quelquefois d'aucun autre Parlement subséquent.

Le 17 Mai, 1572 à la suite de plusieurs motions faites par différents Membres de la Chambre il fut ordonné que le Sergent d'Armes avertiroit *Arthur Hall*, *Eccuyer*, de se trouver à la barre de la Chambre le Lundi suivant pour répondre des discours qu'il avoit tenus tant dans la Chambre qu'hors d'icelle, et que tous ceux qui avoient pris des notes des paroles dont il avoit fait usage dans la Chambre et ailleurs eussent à s'assembler et à les cou-

Voyez le chapitre précédent.

Scobel. 72.

ib. voyez d'Ewes Journ. 212. Voyez Pe-tyts misc. Parl. 12. et 13. &c.

cher